

**Déclaration liminaire des représentants des personnels de
Solidaires Finances Publique élus à la CAP Locale
n° 2
CAP Locales d'affectations 2012 des contrôleurs**

Monsieur le Président,

En préambule, nous vous informons que suite à notre Congrès d'Albi, le nom de notre syndicat est : Syndicat national Solidaires Finances Publiques (appellation courante : Solidaires Finances Publiques).

Depuis une dizaine d'années, les gouvernements successifs ont appliqué une politique brutale de suppressions d'emplois dans la Fonction Publique. La révision générale des politiques publiques (RGPP) mise en oeuvre par le précédent gouvernement a accentué le massacre des emplois dans toute la Fonction Publique. La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a payé un lourd tribut à ces choix dogmatiques avec près de 14000 emplois supprimés entre 2007 et 2012 portant à plus de 24000 le nombre de suppressions d'emplois depuis 2002.

Ces vagues de suppressions d'emplois se traduisent par une hausse de la charge du travail, une dégradation des conditions d'exercice des missions, une dégradation des conditions de vie au travail et le blocage des mutations.

En outre, en se fondant sur l'idée fausse selon laquelle les administrations de « Bercy » sont pléthoriques, elles alimentent la déconsidération dont souffrent les agents des Finances Publiques. Le Président de la République récemment élu, son gouvernement et sa majorité présidentielle ont affirmé vouloir abandonner cette politique systématique de suppressions d'emplois. Pour autant, les déclarations du nouveau gouvernement laissent penser que, si des créations d'emplois dans certaines administrations (Education Nationale, Police) sont légitimes, elles seront effectuées à effectifs constants dans la Fonction Publique. De plus, les premières mesures d'austérité en termes de réduction de la dépense publique se dessinent. Dans un tel contexte, le risque est grand de voir la DGFIP apparaître, une nouvelle fois, comme un réservoir de suppressions d'emplois.

Compte tenu de la gravité de la situation actuelle en terme d'effectifs, Solidaires Finances Publiques exige le recrutement immédiat des lauréats inscrits sur les listes complémentaires des concours C, B et A 2012.

D'autre part, les projets de mutations 2012 à la DGFIP sont une fois de plus fortement contraints par cette politique de suppressions d'emplois. Les suppressions doivent cesser c'est une exigence pour Solidaires Finances Publiques.

Par ailleurs dans le cadre des affectations, Solidaires Finances Publiques réaffirme que l'attribution des postes doit se faire sur la base de la demande des agents, départagés entre eux par l'ancienneté administrative.

Au cours de cette *CAPL* nous souhaiterions que l'administration communique officiellement les décisions de gestion qu'elle entend prendre sur l'affectation des ALD, des EDRA et des éventuels détachements.